

Edito La RDC : le boom immobilier et la pauvreté

En RDC, le boom immobilier semble caché la misère indescriptible de la majorité des Congolais. Après des enquêtes approfondies, ce boom immobilier est attribué à une minorité congolaise, qui, à du mal à bien retracer les sources des revenus. Pourtant, les services compétents de l'Etat devaient s'intéresser à l'origine des avoirs des promoteurs des immeubles qui poussent comme des champignons. Politiques, hauts fonctionnaires de l'Etat, des étrangers, sont soupçonnés dans le blanchiment des capitaux. Des officiers militaires et de la Police, qui, logiquement par leurs soldes ne peuvent pas entreprendre des constructions aux coûts très élevés. Que dire de ceux qui sont cités dans les détournements, la corruption et autres pratiques illicites pour se faire de l'argent ? Bref, les services de l'Etat commis pour contrôler ne semblent pas bien faire leur travail. Pour preuve, le bâtiment de plusieurs niveaux, qui malheureusement s'est effaissé dans la commune de la Gombe, a été construit par un "fantôme" (selon les services de l'Urbanisme), sans remplir toutes les conditions requises. Conséquence, le propriétaire perdu énormément d'argent. Est-ce qu'une assurance était souscrite ? Qu'en est-il des normes urbanistiques ? Bref, le boom immobilier de Kinshasa en particulier ou de la RDC en général dans un désordre urbanistique organisé, nous conduit aux indices de la pauvreté. Les préposés de l'Etat affectés au contrôle dans différents domaines de la vie, de la nation sont loin d'être à l'abri des besoins. Ainsi, ils laissent faire sans se rendre compte qu'ils participent à enfoncer le pays dans le sous-développement dans la pauvreté. Cependant, il est difficile de faire accepter aux milliers de Congolais, qu'en se livrant à la corruption, vous participer à aggraver la pauvreté. Pourtant, la démonstration a été faite à divers niveaux de la vie. En scrutant certains domaines de la société congolaise, notamment le transport, l'augmentation de nombre des motos, sans aucune réglementation en la matière, on constate que la pauvreté a augmenté considérablement. L'absence de statistiques pour savoir notamment le nombre des chômeurs qui, se convertissent dans la conduite des motos taxis ou qui grossissent le rang des brigands est un manquement grave de l'Etat congolais. Pour 2023, personne ne sait combien d'emplois ont été créés. L'Etat devait faire un effort pour donner les moyens à l'INS (Institut national des statistiques) pour nous produire les données statistiques, peuvent permettre aux dirigeants et autres agents économiques à prendre des décisions conséquences pour s'attaquer aux maux qui rongent le pays ou qui bloquent le développement. Avec toutes les richesses potentielles, il est possible de projeter le développement de la RDC, en s'appuyant sur des données fiables des domaines divers. Avec nos 80 millions de terres arables, nous sommes réellement un pays solution pour produire beaucoup de denrées pour notre autosuffisance alimentaire et pour l'exportation du surplus. Malheureusement, l'agriculture est restée priorité des priorités sur papier. Certaines initiatives dans ce secteur sont orientées selon le bon vouloir des dirigeants. Bref, en dépit du boom immobilier dont la plupart des maîtres d'œuvres ont du mal à justifier leurs avoirs, la pauvreté mentale, monétaire et j'en passe est encore perceptible au pays de Lumumba. Les bonnes politiques de financement et d'entrepreneuriat sont peut-être des pistes pour relever les défis. En attendant, inscrivons-nous à l'idée de la bonne gouvernance et de la culture des valeurs.

LRP

Victime des allégations infondées depuis sa double candidature en province de la Tshopo

Toengaho Lokundo se compare à un arbre qui porte des bons fruits

**Depuis sa double candidature comme sénateur et gouverneur de la province de la Tshopo, le professeur Faustin Toengaho Lokundo est l'objet des allégations infondées*

**Imperturbable parce qu'il se veut candidat pour répondre à l'appel du chef de l'Etat, le candidat se compare à un arbre qui porte des bons fruits sur lequel on ne peut que jeter des pierres*

(Lire en pages 3 & 4)

Formation du gouvernement : Judith Suminwa fixe ce 18 avril le délai du dépôt des noms candidats ministres

(Lire en page 2)

Desormais la Midema à Kikwit...



Rencontres de printemps 2024

**Le gouvernement de la
RDC met le turbo pour
conclure en beauté le
programme avec le
FMI** (Lire en page 6)

Annonce

*UCM : AVIS D'APPEL D'OFFRES
INTERNATIONAL P7

English Issue

**UN falls short of
billion-dollar
pledge to tackle
Ethiopia's hunger
crisis** (P. 15)

Formation du gouvernement : Judith Suminwa fixe ce 18 avril le délai du dépôt des noms candidats ministres

Les regroupements politiques et partis consultés par Judith Suminwa ce jeudi 18 avril pour soumettre les noms de leurs candidats ministres.



Suminwa ont jusqu'à tres.

Législatives provinciales : des candidats se plaignent du dépassement du délai de traitement des contentieux au Conseil d'Etat

Les candidats députés provinciaux se plaignent du retard de traitement au degré d'appel des contentieux des résultats des législatives provinciales au Conseil d'Etat. Selon la loi électorale, les instances judiciaires compétentes disposent de deux mois pour vider ces contentieux électoraux après la proclamation provisoire par la CENI.

En principe, à ce jour, ce délai a déjà expiré depuis le 22 mars dernier.

Certains candidats déboutés par les cours d'appel administratives avaient saisi le Conseil d'Etat en appel, mais depuis lors, les prononcés des décisions se font attendre au-delà du délai légal et certains se font à l'improviste sans extrait de rôle. Certains juges sont dépossédés des dossiers. Des justiciables se plaignent de cette procédure entretenue par le chef de cette haute juridiction administrative.

Pourtant, le Statut du magistrat impose à celui-ci de communiquer clairement et de respecter la date du prononcé d'un jugement. Il est vrai que les différentes cours d'appel saisies ont pris quasiment deux mois pour statuer. Mais

au niveau du Conseil d'Etat qui a été saisi en appel par les partis et regroupements politiques ou encore les indépendants ayant succombé au premier degré, les premiers dossiers ont commencé à être examinés à partir du 20 mars, selon les communiqués officiels.

Depuis lors, alors que les parties en cause sont différentes, les chambres sont nombreuses, soit plus de 6 dont certaines ont siégé en dehors du siège officiel à l'INAFORJ, force est de constater la présence de plusieurs justiciables encombrant la petite salle d'attente du Conseil pour rencontrer le chef de juridiction ou les juges afin d'être fixés sur leur sort de manière individuelle et opaque, a observé le reporter de Radio Okapi.

Les dossiers s'accumulent et se congèlent entre les mains d'un seul juge ou de la cheffe de la juridiction, se plaignent les requérants.

Ils ne savent pas quand obtenir la décision définitive. Certains soupçonnent des tentatives visant à modifier les majorités et les seuils obtenus par les députés provinciaux.

RO/LRP

L'annonce a été faite par la Première ministre le mardi 16 avril.

Dans le cadre de ses consultations, Judith Suminwa a rencontré plusieurs regroupements politiques membres de la majorité au pouvoir. Parmi eux se trouvent l'Économie et des Finances d'ici jeudi 18 avril. Après l'audience mardi, le

coordonnateur de l'ACP-A et gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila, a déclaré aux médias que la Cheffe du gouvernement avait demandé à son regroupement de présenter une liste de trois candidats pour le poste de ministre de l'Économie et des Finances d'ici jeudi 18 avril.

LRP

Tshopo : 14 députés provinciaux poursuivis pour tentative de corruption

Le procureur général négocier et de per-néral près la cour d'appel de la Tshopo a adressé une demande de réquisition au président de l'assemblée provinciale de la Tshopo aux fins d'en obtenir l'autorisation. La démarche vise quatorze députés provinciaux, soupçonnés de tentative et / ou corruption, selon cette correspondance dont une copie est parvenue lundi 15 avril à Radio Okapi.

Ces députés provinciaux proviennent de divers partis et regroupements politiques, notamment UDPS, MLC, AFDCDC, AFDC ainsi que AEDC-A. Dans sa lettre du 12 avril, le procureur général près la cour d'appel de la Tshopo, Albert Lussumbe Lukute, affirme que, dans une vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux, ces élus ont été filmés au moment où ils étaient en train de négocier et de percevoir même des cadeaux, des présents voire des sommes d'argent leur versés par des candidats sénateurs et gouverneurs de province.

Ces présents sont perçus contre la promesse de leurs voix aux élections indirectes qui profilent à l'horizon. Par ailleurs, Albert Lussumbe Lukute a écrit au directeur de la société Vodacom, qui exploite le système de transfert de fonds M-PESA, afin d'obtenir les identités des personnes qui auraient perçu des sommes d'argent entre le 1er mars

jusqu'à ce jour et celles des personnes ayant effectué les transactions susvisées.

Le président de l'assemblée provinciale, Matheus Kanga Londimo a pour sa part promis de réagir ultérieurement.

RO/LRP

La Référence Plus

Quotidien d'Informations Générales
Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Kasongo-Lunda / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)
Phone : 0999923379
E-mail: reference_20ans@yahoo.fr
B.P. : 12520 Kinshasa I
Autorisation de publication N°041/SGC/063/92

Editeur-Directeur Général

André Ipakala Abeiye M.
0999923379

Directeur de la Publication

Félix Kabwizi Baluku
0999913816

Directeur de la Rédaction

Théo Kimpanga N'Key I.
0999949445

Assistante de l'EDG

Eveline Badika
0829420241

Rédacteurs en Chef

Franck Mona K.(Politique)
0999911984

N. Rachidi (Provinces)

Secrétaires de Rédaction

Déo Mulima (0998405728)

Chefs de Rubriques

José Wakadila (Société)
0998129128

Rédaction Générale

José Wakadila,
Bibiche Mungungu,
Anastase Mukawa
(0990012819, 0825329453)
Génie Mulobo (0999954394)

Julie Ngalula T.

Grace Nygke

Mireille Mpenba

Makinzolela Menayeto

English Issue

John Nkwady Kankolong

Représentations provinciales

- **Bandundu** : Mayele

- **Kasaï - Oriental** :

- **Maniema** : Patrick

Kamombo

- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene

Djadi

- **Province Orientale** :

Gilbert Risasi

- **Sud - Kivu** :

Asani Abdallah

- **Haut-Katanga**

CIFINGA

Etranger

- Congo Brazza: Itcha Djata

Service Technique

Anastase Mukawa Kimina

Génie Mulobo Mwadi

Administration

Janvier Band'Aka-Suro

Mireille Thansya

(0998540079; 0896154045)

Tina Ngindu

Finances & Vente

Jean-Pierre Mobiko

(+243815093722)

Pascaline Boyingandi

Gaby Lego

Fiston

Aimée Bwanga

Imprimerie

ILAREF

Victime des allégations infondées depuis sa double candidature en province de la Tshopo

Toengaho Lokundo se compare à un arbre qui porte des bons fruits

Depuis qu'il a fait acte de double candidature au Sénat et au gouvernement de la province de la Tshopo, Faustin Toengaho Lokundo est victime des accusations de la part de ses détracteurs. Ces derniers disent de lui qu'il est Kabiliste, allié de l'Alliance Fleuve Congo (AFC) de Corneille Nangaa affiliée à la rébellion du Mouvement du 23 Mars (M23) et tribaliste.

Au cours d'un entretien à bâtons rompus avec La Référence Plus à Kisangani, l'incriminé est sorti de sa réserve.

Premiers pas politiques dans l'UDPS

En ce qui concerne son appartenance au PPRD (Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie) et au FCC (Front Commun pour le Congo) de Joseph Kabila Kabange, le Pr. Faustin Toengaho Lokundo n'y va pas par le dos de la cuillère : " Ça serait un gros mensonge si je disais non. "

Cependant, s'agissant de ses premiers pas politiques, il précise qu'il les avait commencés dans l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) d'Etienne Tshisekedi wa Mulumba d'heureuse mémoire. Après le discours de démocratisation de l'ex-Zaire par le président Mobutu Sese Seko le 24 avril 1990, ce parti occupait les premiers rangs au pays. A Kisangani, rappelle-t-il, " j'étais le secrétaire provincial de l'UDPS/ province Orientale, à l'époque du Dr. Yagi Sitolo, son président dont je salue la mémoire. "

Faustin Toengaho souligne qu'avec la prise du pouvoir par l'Alliance des fonctionner. C'est pourquoi il avait milité dans la société civile, même lors-



Forces Démocratique pour la Libération du Congo /Zaire (AFDL), il était difficile pour les partis politiques de qu'il était directeur général de l'Institut National de Sécurité Sociale (INSS), actuelle Caisse Nationale de

Sécurité Sociale (CNSS).

" J'avais adhéré au PPRD quand j'étais recteur de l'Université de Kisangani (UNIKIS) et je me suis présenté aux élections de 2018 sous le label de cette formation politique à l'issue desquelles j'étais élu député national de la circonscription de Basoko. C'est l'histoire qu'on ne peut pas effacer " a-t-il reconnu.

Si Faustin Toengaho ne s'était pas présenté aux élections législatives de décembre 2023, c'est parce que toutes les conditions pour ce faire n'étaient pas réunies, notamment les moyens, ayant suffisamment étudié le terrain étant donné qu'il a fait la sociologie électorale.

S'expliquant sur ses candidatures au gouvernement et aux sénatoriales de la Tshopo, il n'en voit aucun inconvénient : " Le temps est arrivé ; nous sommes encore dans le cycle électoral. Je voudrais apporter ma contribution au développement de la Tshopo sous la houlette du chef de l'Etat, le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo ".

S'agissant de son adhésion au sein de l'Alliance des Forces Démocratiques du Congo (AFDC), c'est un parti politique membre influent de l'Union Sacrée de la Nation (USN) dont le président, M. Modeste Bahati Lukwebo est issu de la société civile, l'ancienne structure dans laquelle a évolué Toengaho Lokundo.

Celui-ci s'est mis à répertorier les ultra-Kabilistes qui ont quitté le PPRD et le FCC : " Kabiliste de sang, je cesserai de faire la politique, je ne le dirai jamais. La politique est dynamique. Jean-Pierre Lihau est aujourd'hui un proche collaborateur du président Félix Tshisekedi ; Marie-Ange Lukiana a créé son parti qui est membre de l'Union Sacrée dont elle-même est un haut cadre ; Lambert Mende, le tout puissant porte-parole est dans l'USN ; Modeste Bahati, un grand Kabiliste est proche collaborateur du président de la République ; Christophe Mboso, un grand Mobutiste puis un grand Kabiliste est avec Félix Tshisekedi, sans oublier Evariste Boshab. Je peux continuer à citer comme ça. Que représentait Toengaho dans le FCC et le PPRD ? ", s'est interrogé le porte-étendard du ticket AFDC à la prochaine élection du gouverneur de la province de la Tshopo, qui n'a pas manqué de citer le cas d'Emmanuel Macron en France qui a créé son propre mouvement.

" Je suis venu avec ma tête, mes bras, mes pieds dans l'AFDC qui est un membre à part entière de l'Union Sacrée. Où est le problème ? Les

(Suite à la page)

=====ESPACE MIDEMA : désormais à Kikwit=====

Inauguration du nouveau dépôt MIDEMA de Kikwit, en présence du Maire et du Commandant de la Police de la ville.

MIDEMA, toujours plus prêt de vous !

Inauguration of the new MIDEMA warehouse in Kikwit, in the presence of the Mayor and the city's Police Commander.

MIDEMA, always closer to you !

#RDC #RDCongo #Kikwit #Kinshasa #developpement #minoterie #boulangerie #patisserie

Victime des allégations infondées depuis sa double candidature en province de la Tshopo

Toengaho Lokundo se compare à un arbre qui porte des bons fruits

(Suite de la page 3)

gens ont seulement peur de ma candidature ", a conclu Toengaho Lokundo après avoir rendu en miettes les griefs sur son adhésion au parti cher à Bahati Lukwebo, le président sortant de la Chambre haute du Parlement.

Alliance avec Nangaa : un mensonge

Abordant le volet de son allégeance avec l'Alliance Fleuve Congo (AFC) de l'ancien président de la Centrale électorale, il la qualifie de mensonge pour nuire à sa candidature.

" Je ne suis ni de près, ni de loin concerné par la rébellion de Corneille Nangaa. La dernière fois de parler avec lui remonte au mois de décembre 2021, ici à Kisangani, lors du Forum pour l'Unité, la Cohésion, la Paix et le Développement de l'Espace Grande Orientale (EGO), qui avait réuni environ 500 fils et filles de cet espace géographique. Ces assises de 3 jours étaient présidées par Mgr Marcel Utembi Tapa, archevêque métropolitain de Kisangani et président de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) ", s'est rappelé Toengaho Lokundo.

D'après lui, étant issu de la société civile, il ne pense jamais rejoindre les mouvements rebelles. C'est pourquoi il avait dit non lors de la rébellion du Rassemblement Congolais pour la

DG de l'INSS, comment pouvais-je être tribaliste dans un service où les animateurs venaient des différentes entités du gouvernement de transition de 1+4 et où les ressortissants du Kongo Central et du Kasai étaient

decin-directeur n'était pas un Musoko, du CRIDE et du Centre de Surveillance de la Biodiversité (CSB) de la faculté des sciences qui étaient tenus par des professeurs non originaires du territoire de Basoko.



tête du Comité de gestion de l'Université de Kisangani (UNIKIS), il ne se souvient pas avoir nommé un doyen de faculté Musoko voire un directeur-chef de service de sa tribu. " Mes trois directeurs de cabinet n'étaient pas des Basoko, à savoir : Deogracia Kimenya (province du Maniema), Lomba (territoire d'Isangi) et Jean-Faustin Bongilo, actuel rec-

promu des femmes compétentes, à l'exemple de Charlie Andiru aux Ressources humaines (elle est de l'Ituri), une autre femme non Musoko au Budget et Contrôle (une Tetela). C'est une Nande (province du Nord-Kivu) nommé par moi qui gère l'Ecole Supérieure d'Hôtellerie et Tourisme Bref, j'ai travaillé avec toutes les compétentes et non avec les Basoko ".

Dans la même veine, il révèle que sa femme est de l'Ituri (une Alur de

clure sur toutes les allégations portées contre lui que ce sont des allégations et fondements infondés : " C'est l'expression de la peur de ma candidature dont les auteurs recrutent des badauds pour me salir dans les réseaux sociaux pour que ma candidature soit enlevée. On ne jette des pierres que sur un arbre qui porte des bons fruits ! "

Son héritage

Il s'agit ici de faire allusion à ses deux mandats à la tête du Comité de gestion de l'UNIKIS où il a laissé des traces à l'encre indélébiles telles que la construction sur fonds propres de l'institution du Village Toengaho, de la résidence lui attribuée, des auditorios, de la formation de plusieurs professeurs réduisant le recours aux professeurs visiteurs qui coûtaient cher à l'université.

Il s'agit également du lobbying auprès du gouvernement central en vue de l'obtention du financement pour la réhabilitation et modernisation des bâtiments de l'UNIKIS (bâtiment administratif, bibliothèque centrale, facultés, homes des étudiants...), de l'ouverture de la faculté de pharmacie et de l'Ecole Supérieure d'Hôtellerie et Tourisme. L'UNIKIS a été dotée d'une radio (Radio Flambeau de l'Orient) qui permet aux chercheurs de vulgariser les produits de leurs recherches scientifiques notamment, et d'un hymne (Flambeau de l'Orient).



Mahagi) avec laquelle il a eu tous ses enfants. Et qu'aucun de ces derniers n'a reçu ses cours. Ils étudient très loin où, lui Toengaho, ne peut intervenir.

Poursuivant à fournir les preuves qu'il n'est pas tribaliste, Faustin Toengaho affirme que ses travaux scientifiques n'ont pas bénéficié de l'encadrement des professeurs Basoko et que sa thèse avait été évaluée par un jury composé des non Basoko.

Et celui à qui certaines personnes mal intentionnées en veulent de con-

Pendant ses deux mandats, l'UNIKIS a été ouverte à l'extérieur. Des bâtiments écologiques comprenant en leur sein des auditorios et bureau ont été construits sur le site de la faculté des sciences (la liste n'est pas exhaustive).

" Pourquoi on s'attaque seulement à ma candidature alors qu'il y a 20 candidats au nombre desquels figurent d'autres Basoko ? " Une question qui, sans nul doute, s'adresse à ceux qui lancent des fléchettes au candidat Faustin Toengaho.



Les professeurs Modeste Bahati et Faustin Toengaho

Démocratique (RCD). " Je dis à mes étudiants que je serai toujours du côté du pouvoir mais de façon démocratique ", confie l'ancien recteur de l'UNIKIS pendant 10 ans.

Quid du tribalisme ?

Quant au tribalisme dont certains gens l'accusent, Faustin Toengaho Lokundo a démontré le contraire : "

teur de l'UNIKIS qui est d'Isangi. Mon assistant, c'est-à-dire le secrétaire particulier était d'Isangi de même que le chef de protocole. Parmi mes hôtes, aucune n'était de Basoko. C'est la même chose de tous mes chauffeurs ", a longuement listé Faustin Toengaho, ajoutant les cas des Cliniques Universitaires dont le mé-

Les banques commerciales assistent à la baisse de leurs actifs en monnaie nationale

À travers sa note de conjoncture économique, la Banque centrale du Congo (BCC) a fait état d'une baisse significative des actifs des banques commerciales pour la semaine allant du 29 mars au 5 avril 2024.

Selon la BCC, les avoirs en monnaie nationale ont diminué de 61,8 milliards de francs congolais (CDF), pour atteindre un total de 2.904,2 milliards de CDF.

La BCC a révélé une position nette des avoirs en monnaie nationale pour les banques commerciales, avec une réserve obligatoire de 2.376,0 milliards de CDF.

Par ailleurs, la position nette moyenne hebdomadaire s'est

établie à 538,2 milliards de CDF, devises à 992,7 milliards de

et 159,0 milliards de CDF.



avec une réserve obligatoire de

CDF.

Malgré cette baisse, le marché interbancaire n'a connu aucune transaction au cours de la semaine analysée. Au cumul, les volumes de transactions mensuels et annuels à fin mars 2024 étaient respectivement de 59,0 milliards de CDF

Sur l'ensemble de l'année 2023, le volume des transactions sur le marché monétaire s'est élevé à 373,0 milliards de CDF, avec des taux d'intérêt compris entre 25,0% et 26,0% pour les différentes fenêtres.

Cependant, la semaine sous revue a été marquée par une activité minime sur le marché monétaire, avec de faibles taux de souscription aux obligations de la BCC et aucune opération enregistrée sur le marché interbancaire ou à la Banque Centrale.

Par ailleurs, aucune transaction n'a été déclarée dans le guichet des prêts à court terme au cours de la période sous revue ni en mars 2024. La dernière opération en ce sens a eu lieu en février, avec des volumes cumulés de transactions mensuelles et annuelles à fin février enregistrés à 130,0 milliards de CDF et 350,0 milliards de CDF respectivement.

LRP

Le FMI revoit à la hausse ses prévisions de croissance mondiale pour 2024 à 3,2 %

Le Fonds Monétaire International (FMI) a relevé mardi ses prévisions de croissance mondiale en 2024 à 3,2 %, soit 0,1 point de pourcentage de plus que sa projection de janvier, selon ses Perspectives de l'économie mondiale (PEM) récemment publiées.

Malgré des prévisions moroses, l'économie mondiale reste remarquablement résiliente grâce à une croissance stable et à une inflation qui ralentit presque aussi vite qu'elle a grimpé, a déclaré l'économiste en chef et directeur du Département de recherche du FMI, Pierre-Olivier Gourinchas, lors d'un point de presse organisé pendant les Réunions de printemps 2024 du FMI et de la Banque mondiale. "La plupart des indices continuent d'annoncer un atterrissage

ent du mal à tourner la page des crises de la pandémie et du coût de la vie, selon M. Gourinchas.

En dépit de ces évolutions positives, il a fait savoir que de nombreux défis étaient encore à relever et que des actions décisives étaient nécessaires.

Le rapport des PEM montre que les dernières prévisions de la croissance mondiale dans cinq ans, à 3,1 %, sont à leur plus bas niveau depuis des décennies.

Le FMI pense que l'inflation globale à l'échelle mondiale devrait baisser de 6,8 % en 2023 à 5,9 % en 2024 puis 4,5 % en 2025. Les économies avancées devraient revenir à leurs objectifs d'inflation plus rapidement que les économies des marchés émergents et

Finances publiques : la DGDA vient de mobiliser au premier trimestre 482,5 milliards de francs congolais

Àu premier trimestre de l'année 2024, la direction générale des douanes et accises (DGDA) a enregistré une contre-performance en mobilisant les recettes de l'ordre de 482,5 milliards de francs congolais sur les assignations budgétaires fixées à

des performances signé avec le ministre des Finances, Nicolas Kazadi.

"Je vous informe que nous avons réalisé au 31 mars 2024, les recettes de l'ordre de 482.597.401.447,92 francs congolais pour les assignations budgétaires de 494.985.859.034 de



en douceur."

Même si les marques économiques laissées par les crises des quatre dernières années s'atténuent, le FMI estime que les pays en développement à faibles revenus vont continuer d'en pâtir, car nombre d'entre eux

des pays en développement.

L'économiste en chef a souligné que les prix du pétrole avaient récemment augmenté, en partie en raison des tensions géopolitiques, et que l'inflation des services demeurait élevée.

Xinhua / LRP



soit un taux de réalisation de 97,50%.

Ces chiffres ont été annoncés le mardi 16 avril 2024, par Jean-Louis Bauna, directeur général adjoint en charge des questions techniques, lors d'une réunion du comité technique de suivi et évaluation du contrat

francs congolais. Dans le cadre de

ces recettes, nous avons réalisé une contre-performance", a-t-il fait savoir

Au cours de cette réunion, il était aussi question d'analyser les recommandations formulées au mois de mars, en vue d'une bonne mobilisation des recettes au mois d'avril 2024.

LRP

Rencontres de printemps 2024 : le gouvernement de la RDC met le turbo pour conclure en beauté le programme avec le FMI

Le gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) a entamé des discussions préliminaires avec le Fonds monétaire international (FMI), à Washington aux Etats-Unis, dans le cadre de la sixième revue de l'Accord de Facilité élargie au Crédit (FEC) conclu en juillet 2021.

Placé sous la houlette du ministre des Finances, Nicolas Serge Kazadi Kadima, la délégation congolaise est composée du ministre d'Etat, ministre du Budget, Aimé Boji Sangara, de Mme la gouverneure de la Banque Centrale du Congo, Kabedi Malangu Mbuyi, ainsi que des experts sectoriels.

Interrogé sur les objectifs de la République Démocratique du Congo en participant à ces assises, le ministre d'Etat en charge du Budget a évoqué notamment trois objectifs prioritaires à savoir : la conclusion avec succès du programme triennal avec le FMI, l'obtention des appuis budgétaires supplémentaires et la relance du projet Grand Inga.

Concernant la conclusion avec succès du programme triennal avec le FMI, le ministre Aimé Boji Sangara a indiqué que les rencontres de Washington devraient permettre de régler les dernières préoccupations qui subsisteraient encore concernant le programme avec le FMI.

" Les rencontres que nous sommes en train d'avoir ici avec le FMI, c'est

autour de la sixième revue : quelles sont les préoccupations, les derniers réglages à faire pour nous assurer que lorsque la mission du FMI arrive à Kinshasa d'ici la fin de ce mois nous puissions conclure en beauté le premier programme triennal. ", a-t-il affirmé.

Tout en affichant son optimisme, le



Ministre d'Etat, a estimé que ce sera la toute première fois que la RDC arrive à conclure un programme avec le Fonds monétaire international (FMI). Ce qui est une note positive pour le pays dans les milieux des finances internationales, a-t-il souligné.

Hormis le FMI, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo est en pourparlers avec la Banque mondiale, un partenaire de taille pour

le pays avec un portefeuille de financement de projets chiffré à près de 10 milliards de dollars.

" Il est question de poursuivre les réformes avec la nouvelle matrice des réformes que nous devons mettre en place pour continuer à bénéficier de l'appui de la Banque mondiale qui finance plusieurs projets dans le sec-

" Pour la Banque mondiale, nous sommes en train de négocier les appuis budgétaires moyennement certaines réformes et nous espérons que si tout se passe bien le premier appui budgétaire pourra arriver autour de 500 millions USD. Nous en avons besoin pour faire face aux défis économiques et sociaux. ", a-t-il indiqué.

Sur la relance du projet Grand Inga, le dossier est aussi sur la table des discussions entre le gouvernement congolais et la Banque mondiale.

Après plusieurs tentatives manquées, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo compte relancer le projet " Grand Inga " capable de desservir à la fois plusieurs pays africains en électricité. Une initiative salutaire dans le cadre de la transition énergétique.

En effet, la Banque mondiale encourage le secteur privé à investir dans l'énergie en s'associant à l'Etat.

Selon les projections, le coût du projet Grand Inga atteindrait environ 100 milliards de dollars américains. Une équation à mille inconnues que le pays de Félix Tshisekedi ne saurait résoudre seul.

Une fois que les deux parties trouveront un accord, estiment certains analystes, la Banque mondiale serait un intermédiaire fiable pour la mobilisation des ressources nécessaires afin de concrétiser le projet Grand Inga.

ZoomEco/LRP

La fiscalité congolaise au menu d'un forum à Kinshasa

La fiscalité congolaise a été retenue comme thème de la première édition du forum international " DRC Taxe Masolo ", prévue à Kinshasa, en République démocratique du Congo, du 13 au 15 mai 2024, ont fait savoir mardi à Kinshasa, les organisateurs.

" Aujourd'hui, c'était la réunion préparatoire sur la 1ère édition du forum international sur la fiscalité congolaise " DRC Taxes Masolo " prévue du 13 au 15 mai 2024 ", a déclaré Guy José Misombo, représentant de Klynved Peat Marwick Goedeler international de Kinshasa et Lubumbashi.

Il a présenté les objectifs de cette édition qui consistent à analyser le mode opératoire actuel de la collecte des impôts ainsi que des procédures qui organisent la gestion à tous les niveaux, à rassurer les investisseurs dans l'entrepreneuriat sur les efforts fournis par l'Etat congolais dans l'amélioration de la sécurité des investissements et à réfléchir sur la fiscalité environnementale qui n'a pas fait l'objet d'un encadrement légal.

Selon lui, cette réunion préparatoire mettra en place la réalisation de groupe impôt intérieur ; douanes et accises ; la parafiscalité ; impôt et taxes locales et la fiscalité financière internationale.

M. José Misombo a fait savoir qu'après son accession à l'indépen-

dance, la fiscalité de la RDC avait été structurée progressivement à partir de 1969 avec la promulgation de plusieurs lois régissant certaines matières fiscales.

L'avènement de la décentralisation au pays a permis aux 26 provinces de se doter chacune d'une régie financière malheureusement au regard de la multiplicité des organes gérant la matière fiscale et la maximisation de recettes, elle a été affectée.

Le nombre de contrôle que subissent les entreprises s'est vu augmenter dont certaines entreprises reçoivent plus de 50 missions de contrôle par an.

Cependant, au-delà de toutes les tracasseries dénoncées, les acteurs sur le terrain, le taux de la pression fiscale restent inférieurs à la moyenne africaine.

Ce forum international réunira les invités extérieurs de l'autorité fiscale de l'Afrique du Sud, l'autorité fiscale de l'île Maurice, de Kenya, de Nigeria et de la Côte d'Ivoire sous la direction de KPMG RDC SA, membre du réseau international de cabinet d'audit et conseil, affilié à KPMG international limited, une société de droit anglais exerçant dans plus de 140 pays, comptant plus de 200.000 collaborateurs dans le monde.

ACP/LRP

teur des infrastructures, de l'éducation et de la santé. ", a déclaré le ministre d'Etat Aimé Boji.

S'agissant de l'obtention des appuis budgétaires supplémentaires, il a fait savoir que, déjà bénéficiaire des appuis budgétaires de la Banque mondiale de l'ordre de 1,5 milliard de dollars, la République Démocratique vise un volume de décaissements beaucoup plus considérable à l'avenir pour répondre aux besoins de plus en plus importants.

RDC : Le Dg de Solutech réfute l'existence d'un contrat avec la société Transco

L'entreprise Solutech a ignoré l'existence d'un contrat d'investissement de 1.428.875 USD avec son partenaire Société des transports au

Selon lui, la somme de 1.428.875 USD qui circule dans les réseaux sociaux relève des estimations transmises par sa société au cours d'une réu-



Le ministre des Transports avec les membres de la société Solutech

Congo (TRANSCO), au cours d'une réunion avec le ministre des Transports, Marc Ekila, le mardi 16 avril à Kinshasa, en République démocratique du Congo.

" Je réfute cette allégation qui dit que nous avons donné à Transco 1.428.875 USD.... Je réfute cette allégation qui dit que nous avons transmis à Transco le coût d'investissement de notre projet ... ", a déclaré Emmanuel Koloando, directeur général de Solutech.

nion visant à digitaliser 500 bus Transco annuellement en raison de 2.875 USD par bus. Cependant, a-t-il souligné, Transco n'a pas à l'heure actuelle 500 bus qui fonctionnent sur toutes les lignes de transports

À l'ère actuelle, seuls 38 bus expérimentent la digitalisation avec des équipements fournis en pré-financement de Solutech pour un montant équivalent de 108.594 USD.

LRP



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE

UCM

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Maître d'Ouvrage : **Unité de Coordination et de Management des Projets (UCM) du Ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité**
Projet : **PROJET DE DÉVELOPPEMENT MULTISECTORIEL ET DE RÉSILIENCE URBAINE DE LA VILLE DE KINSHASA (PDMRUK) / KIN-ELEENDA**

Intitulé du Marché : **ÉLECTRIFICATION PAR SYSTEME SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE DU SITE DE L'UNIVERSITE DE KINSHASA (UNIKIN)**

Pays : **REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

N° du Financement : **CREDIT IDA N°6858-ZR et DON IDA N°D7940-ZR DU 12 MAI 2021**

N° Appel d'Offres : **MT N° 001/PDMRUK/MRHE/UCM/PM/2024**

Marché n° : **ZR-UCM-238526-CW-RFB**

Émis le : **mardi 16 avril 2024**

1. Le Gouvernement de la République de la Démocratique du Congo (ci-après dénommé "l'Emprunteur") a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le projet de Développement Multisectoriel et Résilience Urbaine de Kinshasa (PDMRUK) / KIN-ELEENDA, et a l'intention d'utiliser une partie de ce crédit et de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché des travaux d'électrification par système solaire photovoltaïque du site de l'Université de Kinshasa (UNIKIN).

Ces travaux en lot unique consistent à alimenter les principaux bâtiments de l'UNIKIN en énergie électrique par la construction d'une centrale solaire photovoltaïque de 6MWc et à assurer l'éclairage public du site universitaire grâce aux lampadaires autonomes.

Il s'agira de :

- (i) préparer le terrain ;
- (ii) implanter les supports ;
- (iii) poser les modules Photovoltaïques (PV) selon le calepinage ;
- (iv) exécuter les travaux de Voirie et Réseaux Divers (VRD), c'est à dire assurer la circulation pour les entretiens éventuels et drainer les eaux de pluie ;
- (v) poser les lampadaires d'éclairage public ; et
- (vi) tirer la ligne MT qui liera la centrale solaire à la sous-station SNEL de l'UNIKIN.

Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en utilisant la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives de la Banque Mondiale applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement.

2. L'Unité de Coordination et de Management des projets du ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité (UCM), agence fiduciaire du volet Energie du projet PDMRUK, sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles pour exécuter les travaux d'électrification par système solaire photovoltaïque du site de l'Université de Kinshasa (UNIKIN).

3. La procédure de passation de marché sera conduite par mise en concurrence internationale via un Appel d'Offres (AO) tel que défini dans le " Règlement de passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement par la Banque Mondiale, 4ième édition de novembre 2020 (" le Règlement de passation des marchés "). Cette procédure est ouverte à tous les soumissionnaires des pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès d'UCM à l'adresse électronique procurement@ucmnergie-rdc.com avec copie à M Raymond CHIKURU, raymond.chikuru@ucmnergie-rdc.com et M Nive NGOMBO, nive.ngombo@ucmnergie-rdc.com et prendre connaissance du Dossier d'Appel d'Offres à l'adresse mentionnée ci-dessous de 09 heures à 16 heures :

Unité de Coordination et de Management des projets du ministère de Ressources Hydrauliques et Electricité (UCM)
Concession ZIMBALI & GOMBE RIVER,
2ième étage du bâtiment à usage administratif,
1022, Av. des Forces Armées de la RDC (ex-Avenue du Haut

Commandement),
Commune de la Gombe
Kinshasa
République Démocratique du Congo
Tél : (+243) 847 824 066

5. Le Dossier d'Appel d'Offres en français peut être acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de deux cents dollars américains (200,00 USD).

La méthode de paiement retenue est le dépôt en espèces ou le virement bancaire sur le compte bancaire dont les coordonnées sont indiquées ci-après :

Nom de la banque : SOFIBANQUE SA

Intitulé du compte : MINISTERE DES FINANCES V/C DAO-Electricité
Numéro du compte : 00023 20133 01968042021 - 81 USD

Code Swift : SFBXCDKIXXX

Le Dossier d'Appel d'Offres sera transmis par voie électronique et/ou remis en version papier au représentant du soumissionnaire qui se présentera dans les bureaux d'UCM, sur présentation d'une preuve de paiement.

6. Les Offres doivent être remises à l'adresse d'UCM ci-dessous au plus tard le lundi 27 mai 2024 à 15h00', heure locale (TU+1). La passation électronique de marché ne sera pas autorisée. Les Offres tardives seront écartées. Les enveloppes extérieures marquées " OFFRE ORIGINALE ", et les enveloppes intérieures marquées " PARTIE TECHNIQUE " seront ouvertes publiquement en présence des représentants désignés des Soumissionnaires et de toute personne qui choisit d'y assister à l'adresse ci-dessous à 15h00' heure locale (TU+1) :

Unité de Coordination et de Management des projets du ministère de Ressources Hydrauliques et Electricité (UCM)

Concession ZIMBALI & GOMBE RIVER,

2ième étage du bâtiment administratif,

1022, Av. des Forces Armées de la RDC (ex-Avenue du Haut

Commandement),

Commune de la Gombe

Kinshasa

République Démocratique du Congo

Les enveloppes marquées " PARTIE FINANCIERE " resteront fermées et seront conservées en un lieu sûr par le Maître d'Ouvrage jusqu'à la seconde séance publique d'ouverture des Offres.

7. Toutes les offres doivent être accompagnées d'une Garantie d'offre pour un montant de cent cinquante mille dollars américains (150 000,00 USD).

8. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les bénéficiaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Unité de Coordination et de Management des projets du ministère de Ressources Hydrauliques et Electricité (UCM)

Concession ZIMBALI & GOMBE RIVER,

2ième étage du bâtiment à usage administratif,

1022, Av. des Forces Armées de la RDC (ex-Avenue du Haut

Commandement),

Commune de la Gombe

Kinshasa

République Démocratique du Congo

Etienne MUANZA KANYINGILA

Coordonnateur a.i

COMMUNIQUE INITIATIVE " I BELIEVE IN DRC "

En marge de la réélection du Chef de l'Etat et de nombreux Congolais aux élections législatives Nationales, Provinciales et des Conseillers communaux, l'initiative citoyenne " I believe in DRC , je crois à la RDC ", invite des élus à divers niveaux de venir se procurer pour leurs circonscriptions respectives : Tasses, T-shirts, Trainings aux motifs des 26 Provinces, 52 Villes et 145 Territoires pour témoigner de l'amour patriotique et l'attachement aux circonscriptions électorales.

Par ailleurs, la même offre est faite pour toute la population congolaise à acheter ces différents objets aux motifs de leurs entités comme preuve d'amour patriotique à cette marque protégée. Cette initiative poursuit trois objectifs à savoir: 1. Lutte contre la pauvreté par la promotion de la RDC, 2.Soutien indirect aux FARDC et 3.Stimuler la flamme d'amour de la patrie. Aussi, l'offre de l'initiative " I believe in RDC " ainsi lancée, servira de test pour identifier par un jury adhoc celles ou ceux qui aiment véritablement la République Démocratique du Congo.

Pour tous contacts : 0810127294 - 0999923379
Adresse provisoire : 291B, Av. Kasongo-Lunda, en
face de l'Académie des Beaux-Arts.

Justice : l'ancien vice-ministre des Hydrocarbures condamné à 20 ans de prison

Siégeant en procédure de flagrance, le Tribunal de grande instance de la Gombe, a condamné le mercredi 17 avril 2024, l'ancien vice-ministre des Hydrocarbures, Moussa Mondo à 20 ans de servitude pénale pour homicide intentionnel suite au décès de son épouse, Mme Khadija Alissa.

Ce cadre du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (Pprd), a été arrêté pour avoir violemment tabassé sa femme, qui ensuite est décédée à l'hôpital suite aux coups et blessures qui ont causé une hémorragie interne.

Après cet incident, Moussa Mondo a directement été radié de l'Islam chiite où il était également Imam. Son parti politique l'avait suspendu à titre conservatoire, mais après qu'il ait été reconnu coupable d'homicide intentionnel, le PPRD l'a automatiquement exclu pour violence faite à la femme et mort d'homme.

Un meurtre incompréhensible

Cet homicide intentionnel commis par un ancien membre du gouvernement et de surcroît Imam est incompréhensible pour bien nombre des Congolais. Malheureusement, l'on oublie que quel que soit son rang so-

cial, l'Homme reste un loup pour l'Homme. Là où le bât blesse, c'est de voir que ce crime s'est produit au lendemain de la fin de la période du Ramadan qu'avaient également observée le bourreau et sa victime.

Des témoignages anonymes font état que Moussa Mondo et Khadija Alissa se seraient rencontrés en Iran.



Moussa Mondo

Arrivés à Kinshasa, les deux tourtereaux se seraient mariés en 2019 dans l'intimité au bureau de l'ancien bourgmestre de la commune de la Gombe du temps où le mari était en-

core vice-ministre des Hydrocarbures.

D'autres sources rapportent que le mari avait la sale habitude de traumatiser régulièrement sa jeune épouse jusqu'à lui regretter le mariage dans lequel elle s'était engagée.

Comment frapper sa propre femme jusqu'à lui ôter précocement la vie ? Un comportement cruel qui ne cadre

Plusieurs associations des droits de la femme et organisations de la société civile à l'instar de l'association congolaise des femmes de la presse écrite ACOFEPE étaient monté au créneau pour exiger que justice soit faite à titre posthume à l'endroit de Khadija Alissa qui n'aurait pas de famille en RDC.

Les violences conjugales sont toujours à la mode dans plusieurs foyers en République Démocratique du Congo, et ce, en dépit de la célébration avec pompe de la journée internationale des droits de la femme sur toute l'étendue du territoire national.

Plusieurs femmes, - y compris des épouses des hommes politiques, opérateurs économiques et acteurs sociaux - souffrent en silence sous les toits maritiaux pour éviter de subir cruellement un traitement semblable à celui qui vient de mettre fin à l'existence prématurée sur cette terre des hommes de Khadija Alissa.

Les faits s'étant avérés fondés, Moussa Mondo, le mari tueur écope d'une condamnation ferme de 20 ans de prison.

LRP

pas avec les enseignements du Coran !

Que font des chefs miliciens à Kinshasa, pendant que le Kivu brûle ?

Des chefs miliciens venus des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri ont été aperçus à Kinshasa le week-end dernier. La présence de ces hommes armés dans la capitale congolaise a suscité de nombreuses questions et interrogations.

Officiellement, les raisons de leur présence à Kinshasa ne sont pas clai-

tants dans l'est du pays.

Des chefs miliciens à Kinshasa pour négocier quoi ?

D'autres sources évoquent la possibilité d'une nouvelle tentative de négociation avec les miliciens. Kinshasa a déjà engagé des discussions avec ces groupes armés dans le cadre du



res. Les miliciens eux-mêmes affirment ne pas savoir pourquoi ils ont été invités. De son côté, le gouvernement congolais garde le silence sur ce sujet.

Cependant, plusieurs sources avancent des hypothèses. Selon le professeur Chober Agenonga, chercheur en sociologie militaire, l'objectif de Kinshasa serait de les dissuader de s'allier à l'Alliance des Forces Patriotiques pour le Changement (AFPC) de Corneille Naanga. Ce mouvement politique, récemment créé, chercherait à recruter des combat-

processus de Nairobi, mais sans succès. De même, plusieurs accords de paix ont été signés entre le gouvernement et les miliciens de l'Ituri, mais ces accords n'ont jamais été respectés.

Le professeur Agenonga critique cette approche du gouvernement. Il estime que "dorloter" les groupes armés ne fera que "stabiliser l'instabilité" et "donner un chèque en blanc à l'impunité". Il propose plutôt de désarmer les miliciens et de renforcer l'armée congolaise.

Infocongo / LRP

DÉCLARATION DE PERTE DE CERTIFICAT

Je soussigné **Madame ANANGO MBE ONOYA** déclare avoir perdu le Certificat d'Enregistrement **Volume AMN 45, Folio 139** de la parcelle **numéro 90.163** du plan cadastral de la commune de **Mont-Ngafula**.

Cause de la perte ou de la destruction : vol.

Je sollicite le remplacement de ce certificat et déclare rester seule responsable des conséquences dommageables que la délivrance du nouveau certificat d'enregistrement pourrait avoir vis-à-vis des tiers.

Ainsi fait à Kinshasa, le 07/01/2024

Les ravages de la politisation de l'administration publique : détruire les fondations de l'état congolais

La politisation excessive de l'administration publique a déclenché une série de conséquences dévastatrices, sapant les bases, même, de l'État congolais et compromettant son fonctionnement efficace. Cette interférence politique généralisée a engendré une culture de corruption, d'inefficacité et de détournement des ressources publiques, menaçant ainsi la stabilité et le développement du pays.

Lorsque les postes administratifs sont attribués sur la base de liens politiques plutôt que de mérite et de compétence, l'efficacité et l'intégrité de l'administration publique sont compromises. Les fonctionnaires, plus préoccupés par la loyauté politique que par le bien-être de la population, peuvent être incités à servir des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général.

La politisation de l'administration

publique crée également des divisions entravant sa capacité à fournir des



et des rivalités internes, affaiblissant la cohésion de l'appareil étatique et

politique, échappant aux poursuites et aux sanctions. Cela alimente un cercle vicieux de corruption et d'abus de pouvoir, minant la confiance des citoyens dans leurs institutions et sapant les fondements de l'État de droit.

Pour rétablir la crédibilité et l'efficacité de l'administration publique en RDC, il est impératif de promouvoir la transparence, le mérite et l'indépendance des institutions. Les réformes visant à dépolitiser l'administration, à renforcer les mécanismes de contrôle et de responsabilisation, ainsi qu'à promouvoir une culture de service public doivent être mises en œuvre de manière urgente et rigoureuse.

En définitive, la politisation de l'administration publique en RDC constitue une menace sérieuse pour l'État congolais, sapant sa légitimité, compromettant sa gouvernance et entravant son développement. En rompant avec cette culture néfaste, la RDC peut aspirer à un avenir où les institutions publiques servent véritablement l'intérêt commun et contribuent à bâtir une nation plus juste, transparente et prospère.

MCP/LRP

RDC : près de 50 000 enfants vivent dans les rues de Kinshasa (ONG)

Le Réseau des éducateurs des enfants et jeunes de la rue, (REEJER) a révélé que près de cinquante mille enfants vivant dans la rue ont été répertoriés à Kinshasa ces dix dernières années.

Le président du conseil d'administration du REJEER, professeur Lino Pungi a présenté ces chiffres à la presse, à l'occasion de la journée internationale des enfants de la rue, célébrée le 12 avril.

Professeur Lino Pungi a indiqué que cette journée est célébrée cette année sur le thème de " l'apparence "

Il s'agit selon lui de mettre l'accent sur la prise en charge et de réinsertion socioprofessionnelle des enfants en situation de la rue.

ces enfants fasse au moins deux enfants, on aurait en une génération, 100 000 individus dans la rue. Ces jeunes sillonnent les rues dans l'oisiveté, la mendicité, la rapine et toutes formes de délinquance urbaine. On le vit déjà : shégué, kuluna nous envahissent au point où on commence même à parler de la "shéguénisation" .

Il estime que ces jeunes s'ils sont bien orientés peuvent constituer une réserve de mains d'œuvre dans les secteurs vitaux de la ville de Kinshasa.

Ces ressources humaines sont en train d'être gaspillées, regrette-t-il.

Le président du conseil d'administration du REJEER a enfin rappelé que son organisation est ouverte à toute forme de partenariat qui vise à promouvoir la protection de l'enfant con-

services essentiels à la population. Les institutions publiques, au lieu de servir le peuple, deviennent des instruments de pouvoir et de contrôle entre les mains des élites politiques.

De plus, cette politisation excessive favorise l'impunité et l'injustice, car les responsables corrompus bénéficient souvent d'une protection po-

DÉCLARATION DE PERTE DE CERTIFICAT

Je soussigné **Monsieur YOBO DIMAMBU Emmanuel** déclare avoir perdu le Certificat d'Enregistrement **Volume AMN 49, Folio 76** de la parcelle **numéro 93.233** du plan cadastral de la commune de **Mont-Ngafula**.

Cause de la perte ou de la destruction : **inondation**.

Je sollicite le remplacement de ce certificat et déclare rester seul responsable des conséquences dommageables que la délivrance du nouveau certificat d'enregistrement pourrait avoir vis-à-vis des tiers.

Ainsi fait à Kinshasa, le 15/01/2024



Cet acteur de la société civile a aussi alerté entre autres sur les risques liés à la croissance continue du nombre de ces enfants en situation de la rue.

Parmi ces risques, professeur Lino Pungi évoque la délinquance urbaine : " Imaginons que demain chacun de

golais.

La célébration de cette journée a été marquée par plusieurs activités ludiques et éducatives organisées pour les enfants dans le cadre de la promotion de la protection des droits des enfants de la rue.

RO/LRP

RDC-Forêt : Le bicéphalisme de Greenpeace Afrique dévoilé

Le GTCRR a commencé sa conférence de presse en dénonçant "l'affût sensationnel de Greenpeace Africa avec un timing qui s'aligne bien avec les enjeux politiques du moment" : la nomination du nouveau Gouvernement. Après plusieurs années de relations tumultueuses avec les différents ministres de l'Environnement qui s'y sont succédé, le moment serait venu pour Greenpeace d'aider des amis à se hisser au ministère de l'Environnement occupé par un de ses pires ennemis, Madame Eve Bazaiba Masudi.

En effet, ses accointances avec le groupe des activistes du Web et des réseaux sociaux qui rêvent de prendre le contrôle du Ministère de l'Environnement afin de s'assurer le bénéfice de la manne climatique, n'est plus à démontrer ! La coordination de ses attaques avec celles du Web et le soutien de ses activistes aux récentes déclarations pourtant infondées de Greenpeace Africa en disent long.

Notre rédaction a récemment appris que l'établissement de Green Peace Africa aurait proféré des menaces à peine voilées aux membres de la société civile environnementale et promis leur déstabilisation, du fait qu'ils ont pris une position contraire à la leur. Voilà l'expression de la démocratie et du respect des droits fondamentaux à la "greenpeaceienne". Cela n'a-t-il pas le goût de Mbandaka et d'Oshwe en pleine ville de Kinshasa ?

Pour rappel, les confrères du SCOOPRDC.net et du Potentiel ont rapporté des cas de "déstabilisation" des populations de Bikoro et d'Oshwe ainsi que de WWF RDC à Mbandaka par les fameux responsables de Greenpeace Afrique.

Ici, il faut savoir qu'ils sont derrière un groupe politique dont les intérêts ont longtemps été mis à mal par Madame Bazaiba. Notre journal se réserve le droit de citer les noms de ces compatriotes qui sont dans cette entreprise de déstabilisation. Car, il est curieux de constater un silence étourdissant de Greenpeace lorsque l'Europe a signé avec les agresseurs Rwandais, des contrats d'exploitation illégale des ressources de la RDC (dont les forêts) au moment où ils s'empressent de donner des leçons de droit et de respect des lois au Ministre de l'Environnement et aux entreprises légalement établies et opérant dans le respect de la Loi. Pendant ce temps, pour de besoins d'accès à des fonctions politiques, certains compatriotes pactisent avec eux pour obtenir un ministère de l'environnement 2002 bis, celui qui a vu l'instauration du moratoire sur l'attribution des titres forestiers d'exploitation, en échange des enveloppes et/ou d'autres avantages.

Les Congolais doivent sortir de leur

naïveté. Pourquoi Green Peace n'a-t-il jamais levé le moindre doigt lorsque les forêts de l'Est de la RDC sont saignées à blanc et que les bois sont illégalement exportés vers les pays voisins ? Pourquoi sont-ils si silencieux lorsque le plus ancien parc d'Afrique (Parc National de Virunga)

communautés locales. Dans le Maï-Ndombe natal de Monsieur Monsembula, les enfants des populations locales ont dit à notre collègue Israel Mutombo de Bosolo na Politik, dans un vidéo devenue vraiment virale dans les réseaux sociaux que le Président de la République c'est Mon-

organisations supposées travailler pour la conservation puissent être alimentées par l'argent du pétrole, pour s'attaquer à ceux qui œuvrent dans la conservation et le bien-être des communautés locales ?

Ce n'est plus non plus le moment où Greenpeace travaillait avec des in-



est en train d'être complètement détruit et ses "occupants" vidés et sacagés ? Y a-t-il une "paix verte" dans les Parcs nationaux des Virunga et de la Garamba à ce jour ? Quel combat Greenpeace a-t-il mené pour y rétablir la paix verte dans ces parcs ? Nous restons dubitatifs en apprenant de notre confrère du Potentiel qu'ils auraient porté plainte contre la société ENI en Italie à cause de l'achat de quelques millions de tonnes de crédit carbone du projet de ERA-Congo alors qu'ils auraient pu porter plainte (ne fut-ce que symboliquement puisque l'action contre ENI n'était aussi que symbolique) auprès des juridictions de la Grande Bretagne et des juridictions internationales de la Haye sur la destruction de ces deux "patrimoines mondiaux de l'UNESCO" que sont la Garamba et le Virunga.

Aussi, paraphrasant Guy Kajemba, pouvons-nous demander à Green Peace Africa de montrer une seule toilette construite au profit des populations locales de la RDC ? Pendant ce temps, ne sommes-nous pas aussi en droit de nous demander combien reçoivent ces organisations auprès des bailleurs de fonds au nom des communautés locales et combien arrive effectivement à bon port auprès de ces communautés ? Je voulais dire combien d'argent vont dans les comptes des responsables au titre de salaires lucratifs ?

Notre confrère du Potentiel a balayé du revers de la main, toutes les accusations portées par Greenpeace contre Wildlife Works qui travaille effectivement pour le bien être des com-

munités de haut rang plutôt que des incompetents notoires qui ne savent même pas interpréter de simples textes de lois ne leur laissant le choix que de sous-traiter des anonymes du Web qui les alimentent de toutes sortes de rumeurs qu'ils prennent pour des réalités.

En tout état de cause, je persiste et signe que ce n'est pas Madame Bazaiba ni WWF qui sont parmi les criminels climatiques. Nous connaissons tous ces destructeurs du climat mondial. Et tapis dans l'ombre, se trouve bel et bien la Norvège qui est le plus grand bailleur de fonds des ONG internationales de conservation et premier pourfendeur du marché de carbone.

Avec la seule production de sa société d'exploitation pétrolière en Angola, la Norvège peut se vanter et avoir honte d'être en peloton de tête des pollueurs d'Afrique. Ce n'est pas la fameuse "lettre d'intention" dont fait allusion Greenpeace et son supplétif du Web, qui permet de nettoyer le climat mondial de toute cette pollution, surtout lorsque la plus grande partie des fonds de ce programme repartent en occident.

A Green Peace de se remettre sur le bon chemin, celui du bien être des communautés, de la vraie protection des ressources naturelles et du combat contre l'injustice climatique. Le monde ne lui en saura que gré, comme au beau vieux temps où il combattait l'injustice nucléaire.

Richard Bondembe, Analyste

Tchad : le Premier ministre Succès Masra demande aux électeurs "cinq ans pour mettre fin à 60 ans d'obscurité"

Au Tchad, le président Mahamat Idriss Déby Itno et le Premier ministre Succès Masra sont tous deux candidats à la présidentielle du 6 mai. Après l'interview du chef de l'État, voici celle du Premier ministre, qui promet, s'il est élu, " un paquet minimum de dignité " intégrant éducation, santé et logement pour chaque Tchadien. Craint-il la fraude ? Que répond-il à ceux qui le considèrent comme un " traître " ? Quel sort réservera-t-il, s'il est élu, aux bases militaires françaises ? Succès Masra répond aux questions de nos envoyés spéciaux à Ndjamena, Christophe Boisbouvier de RFI, et Marc Perelman de France 24.

France 24 : Vous êtes candidat mais, depuis que vous êtes Premier ministre, on a quand même vu des développements inquiétants pour la population : la hausse du carburant de 40 %, on a vu des délestages, on a vu des grèves. Est-ce que tous ces mécontentements ne risquent pas de vous handicaper pour atteindre votre but, c'est-à-dire la présidence de la République ?

Non, au contraire. Je suis arrivé à la tête du gouvernement, les enfants étaient en grève depuis trois mois. La première chose que nous avons faite, c'est de remettre les enfants à l'école, c'était le premier acte. Ensuite, nous arrivons à la tête du gouvernement dans un pays pratiquement en banqueroute, qui est dernier sur l'indice du développement humain et qui a des déficits de développement cumulés depuis des décennies. Je suis arrivé à la tête du gouvernement, 90 % des Tchadiens n'ont jamais vu l'électricité depuis l'indépendance. Et donc, ce sont des citoyens matures et lucides, qui savent que je viens avec un projet de gouvernement, que tout le monde avait d'ailleurs approuvé. Leur seule inquiétude était de savoir si j'avais suffisamment de temps pour le mettre en œuvre. C'est l'occasion de demander le temps - cinq ans - aux Tchadiens, pour mettre fin à 60 ans d'obscurité. Ce n'est pas en 60 jours, et ça aussi, ils le savent. Mais nous avons besoin d'un peu de temps. C'est ça que nous allons leur demander et ils en sont conscients.

RFI : Vous dites que vous veillerez à ce que la présidentielle du 6 mai soit transparente. Mais l'opposition dit que les organes qui vont arbitrer ce scrutin, à commencer par l'Agence nationale de gestion des élections (Ange) et le Conseil constitutionnel, sont contrôlés par la présidence qui en a nommé tous les membres. Est-ce que vous ne vous bercez pas d'illusions ?

Non, au contraire. Dans les élections précédentes, un chef d'État pouvait nommer les membres d'un organe chargé des élections, puis les " virer

" - si vous me permettez l'expression - à la veille de la proclamation des résultats. Aujourd'hui, nous avons des membres de ces organes qui sont nommés de manière inamovible, dont le mandat est plus long que celui du président de la Transition et donc, demain, celui du président de la République qui sera élu. Ces organes vont organiser deux élections [présidentielles, cette année et dans cinq ans, NDLR]. En réalité, nous avons des institutions meilleures que celles

cord aussi.

Mais je suis là aussi parce que je représente une force politique, que je considère même majoritaire dans ce pays, et donc nous sommes dans une cohabitation qui ne dit pas son nom. Voyez-vous, je suis là au nom d'une Constitution de la République dont je suis chef de gouvernement, qui me donne des droits et des devoirs, qui donne des droits et des devoirs aussi au président de Transition. C'est une première dans l'histoire de notre pays,



Le Premier ministre tchadien, Succès Masra. © FMM

que nous avons jusqu'à présent. C'est valable pour ces organes, c'est valable pour la Constitution, qui nous donne aujourd'hui les droits et les devoirs qui nous permettent, là, d'être autour de la table. Donc, en réalité, nous sommes en meilleure condition aujourd'hui.

Vous savez, en 2021, le président Idriss Déby Itno - paix à son âme - n'a pas osé m'affronter à une élection. Il a même introduit dans la Constitution une clause " anti-Masra " - c'est comme ça que les Tchadiens l'appellent - [instaurant un âge minimum] de 40 ans, parce qu'il ne voulait pas que je sois candidat, parce qu'il savait que je pouvais gagner et que j'avais beaucoup de chances de gagner. Aujourd'hui, je suis en meilleure condition de l'emporter, sans doute dès le premier tour. Et donc je ne me berce pas d'illusions. Je fais partie de ceux qui organisent pour que ça soit transparent pour tout le monde.

France 24 : Pour beaucoup de Tchadiens, votre retour au pays, votre nomination comme Premier ministre, votre candidature maintenant, tout ça ferait partie d'un accord secret passé entre vous et le président de la Transition Mahamad Idriss Déby Itno. Les termes de l'accord seraient qu'il gagnerait l'élection présidentielle et qu'il vous reconduirait comme Premier ministre. Que répondez-vous à ceux qui pensent cela ?

Vous savez, je suis là d'abord au nom de la réconciliation nationale. Ce n'est pas un mot, c'est une attitude, ce sont des actes.

France 24 : Cela peut être un ac-

cord aussi. Un Premier ministre, mais nous sommes en transition, et un président de Transition peuvent présenter leur projet de société. Nos différences sont connues, tout comme nos complémentarités. Et nous allons devant le peuple parce que Vox populi, vox Dei (" la voix du peuple est la voix de Dieu " - NDLR).

Vous savez, je connais le prix de la démocratie et je veux contribuer au difficile accouchement de la démocratie. Il m'a fallu quatre ans pour avoir le droit que le parti Les Transformateurs puisse exercer. Il m'a fallu cinq ans pour avoir le droit d'organiser des meetings. Vous avez vu par quoi nous sommes passés : le droit de marcher, ça s'est fait dans la douleur, même dans le sang, si vous le permettez. Donc, moi je suis là au nom de la démocratie. Je suis rentré dans l'avion de la transition pour m'assurer qu'il y ait un atterrissage à l'aéroport de la démocratie.

Parce qu'à la fin de la transition, les Tchadiens vont choisir ceux qui vont - si vous me permettez l'expression - organiser le prochain décollage. Et je souhaite être le pilote principal de ce prochain décollage-là, pour conduire les Tchadiens à la destination " terre promise des opportunités pour chaque Tchadien, chaque Tchadienne ". Voilà l'enjeu. Donc, nous nous battons pour que la démocratie soit une règle dans ce pays. Et c'est au nom de cela que nous sommes là, en tout cas.

France 24 : Vous n'avez pas répondu... Y'a-t-il eu un accord secret ?

Vous êtes des grands journalistes. S'il y a un accord, présentez-le. Au début, on a dit que l'accord de Kinshasa [du 31 octobre 2023] n'était pas visible parce que ça comporterait des choses horribles. Lorsque l'accord de Kinshasa a été présenté, tous ceux qui avaient dit ça se sont rendu compte qu'en réalité, il n'y avait rien d'horrible. J'ai signé un accord qui garantit mes droits, mes devoirs, mes droits politiques, qui permet au Tchad de s'inscrire sur le chemin de la réconciliation nationale.

Vous imaginez qu'on dise à Nelson Mandela, quand il serre la main à Frederik de Klerk, qu'il a abandonné sa lutte pour la justice et pour l'égalité ? Non, au contraire, il faut réconcilier. Et si l'on m'en donne l'occasion, ceux qui gèrent aujourd'hui la transition à mes côtés auront leur place, y compris le président de Transition. Demain, moi président, il aura sa place à mes côtés pour m'aider, par exemple, à réformer l'armée de notre pays, qui en aura besoin. C'est un projet de société réconciliant, suffisamment grand, je pense, pour embarquer tout le monde, parce qu'il faut avancer avec l'ensemble des Tchadiens. Voilà l'esprit central de ce qui nous guide aujourd'hui.

RFI : Alors, même si l'on n'a pas eu d'accord secret entre le président Mahamad Idriss Déby et vous-même, vous vous êtes " réconciliés " - comme vous dites - avec le chef d'État qui a présidé à la répression du 20 octobre 2022, qui a fait entre 73 et 300 morts, c'est considérable. Beaucoup de victimes étaient vos partisans, vos militants... Par conséquent, après la réconciliation, après l'amnistie générale et l'impunité pour les auteurs de cette répression, beaucoup de vos anciens amis, vous ont considéré comme traître. Ne craignez-vous pas, Monsieur le Premier ministre, que tous ces partisans déçus ne se tournent vers d'autres candidats à cette présidentielle, comme par exemple l'ancien Premier ministre Albert Pahimi Padacké ?

Je crois dans la réconciliation, je crois dans la justice. La justice, ce n'est pas la vengeance. Êtes-vous en train de dire que j'ai fait beaucoup de concessions pour privilégier un Tchad réconcilié ? Oui, j'ai fait des concessions pour privilégier un Tchad réconcilié. Je vais donner un autre exemple, celui de mes amis qui sont arrivés au pouvoir au Sénégal. Au Sénégal, un pays qui a connu plusieurs alternances démocratiques, il y a eu des gens qui sont morts. Savez-vous ce qui a permis à Ousmane Sonko et à Bassirou Diomaye Faye de sortir ? Il y a eu une amnistie. Moi, je me suis préoccupé des vivants. Il y avait les

(Suite à la page 13)

Ukraine: plusieurs morts dans une triple frappe russe à Tchernihiv

Au moins quatorze personnes ont été tuées dans une triple frappe russe, mercredi 17 avril à Tchernihiv, grande ville du nord de l'Ukraine. Le président Volodymyr Zelensky a mis en cause une fois de plus le manque d'aide de l'Occident.

L'attaque a fait " quatorze morts et plus de soixante blessés à ce stade ", a indiqué le ministre de l'Intérieur ukrainien, Igor Klimenko. À Tchernihiv, " trois explosions se sont produites " à 9h03 locales (7h03 TU), avait indiqué le maire Oleksandr Lomako un peu plus tôt dans la journée à la télévision. C'était une " frappe directe sur un immeuble d'infrastructure sociale ".

Le ministère de la Santé ukrainien a indiqué qu'un établissement sanitaire avait été endommagé. Six personnes ont été hospitalisées, a-t-il ajouté sur Telegram. Le gouverneur de la région éponyme dont Tchernihiv est le chef-lieu a indiqué que l'attaque avait touché " quasiment " le centre-ville.

Une des villes les plus anciennes d'Ukraine, fondée il y a plus de 1 000 ans, Tchernihiv comptait presque 300 000 habitants avant l'invasion russe en février 2024. Située à une soixantaine de kilomètres de la frontière avec la Biélorussie - allié de la Russie -, et à une centaine de kilomètres de Kiev, Tchernihiv avait été lourdement bombardée par l'armée russe au début de cette offensive. Une partie de sa région avait été occupée pendant plusieurs semaines. " Cela ne serait pas arrivé si l'Ukraine avait reçu suffisamment d'équipements ".

Le président Volodymyr Zelensky a estimé que l'Ukraine n'avait pas assez de défenses aériennes pour em-

pêcher cette attaque, l'une des plus meurtrières contre cette ville. " Cela ne serait pas arrivé si l'Ukraine avait reçu suffisamment d'équipements de défense aérienne et si la détermination du monde à résister à la terreur russe avait été suffisante ", a martelé le dirigeant ukrainien sur Telegram. La Russie bombarde quotidiennement des villes ukrainiennes à l'aide de missiles et drones explosifs, notamment ses infrastructures énergétiques.

Ces frappes interviennent alors que l'Ukraine réclame plus de moyens pour sa défense anti-aérienne. Pour sa défense anti-aérienne, le ministre des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba estime à 7 le nombre de systèmes de défense Patriot nécessaires pour que l'Ukraine assure au moins la sécurité des grandes villes. Les frappes de ce matin sur Tchernihiv illustrent ce manque de moyens criant pour assurer une telle défense, rapporte Emmanuelle Chaze, notre correspondante à Kiev.

Le besoin de l'Ukraine ne se limite pas à la défense aérienne, le manque d'équipements lourds et de munitions se fait également sentir sur toute la ligne de front. Le gouvernement évoque un rapport de force qui place la Russie à 10 contre 1 au niveau de la puissance de frappe. Une situation dramatique pour l'Ukraine, suspendue aux promesses d'aide de ses alliés occidentaux alors qu'on craint une nouvelle offensive terrestre russe dans les semaines, les mois à venir.

États-Unis : les députés devraient voter séparément les projets d'aide à l'Ukraine et Israël

La réticence des alliés a particulièrement frustré Kiev après une attaque aérienne iranienne contre Israël ce week-end, repoussée avec succès

notamment grâce au soutien militaire occidental, alors qu'une enveloppe cruciale d'aide américaine est bloquée depuis des mois au Congrès.

Le président Zelensky a ainsi cité l'exemple d'une grosse centrale thermique près de Kiev, complètement détruite par des missiles russes le 11 avril faute, selon lui, de munitions pour la défense antiaérienne censée la couvrir. " Onze missiles volaient. Nous en avons détruit sept. Les quatre restants ont détruit la centrale de Trypillia. Pourquoi ? Parce qu'on avait zéro roquette. Nous étions à court de roquettes pour protéger Trypillia ", a-t-il lancé dans une interview publiée mardi.

Vincent Desportes, ancien directeur de l'École de guerre, et professeur associé à Sciences Po et HEC Paris, estime au micro de RFI que le dispositif mis en place après l'attaque aérienne iranienne le week-end dernier n'est pas transposable en Ukraine. " Israël, ce sont 22 000 kilomètres carrés. La surface à protéger en Ukraine est trente fois supérieure à celle d'Israël. "

La Suisse souhaite organiser une Conférence sur la paix en Ukraine les 15 et 16 juin

En vue de la Conférence sur la paix en Ukraine que la Suisse compte organiser les 15 et 16 juin, le chef de l'État ukrainien Volodymyr Zelensky a jugé sur le réseau social X que la Chine pouvait aider à " accélérer " la paix. Il a également prévenu que la priorité devait être de " rétablir le plein respect des objectifs et des principes de la Charte des Nations unies, y compris le respect des principes d'intégrité territoriale ". Une manière d'exclure l'abandon de territoires ukrai-

niens au profit de Moscou.

Ces propos interviennent après la rencontre à Pékin mardi entre Olaf Scholz et Xi Jinping. Le chancelier allemand a déclaré avoir demandé au président chinois de faire pression pour que Moscou cesse sa " campagne insensée " en Ukraine. " La parole de la Chine a du poids en Russie ", a-t-il lancé.

Le chancelier allemand a par ailleurs déclaré que " la Chine et l'Allemagne veulent se concerter de manière intensive et positive sur la promotion de l'organisation d'une conférence de haut niveau en Suisse et de futures conférences internationales sur la paix ". Olaf Scholz a beaucoup insisté sur la nécessité d'intensifier les efforts diplomatiques pour tenter de trouver une issue à la guerre en Ukraine, alors que l'Allemagne jusqu'ici s'est surtout focalisée sur l'aide militaire à Kiev.

La Chine a jugé mercredi qu'il restait encore " beaucoup de travail à faire " avant la tenue potentielle de cette conférence en Suisse sur l'Ukraine.

Lors de sa rencontre avec Olaf Scholz, Xi Jinping a déclaré que la Chine " soutenait la convocation au moment opportun d'une conférence de paix internationale reconnue par la Russie et l'Ukraine, avec une participation égale de toutes les parties et une discussion équitable de tous les plans de paix ", a indiqué mercredi Lin Jian, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

Ces propos laissent penser que la Chine ne soutient pas la tenue de cette conférence en Suisse en l'état actuel de la situation, la Russie n'y participant pas.

RFI/LRP

Tchad : le Premier ministre Succès Masra demande aux électeurs "cinq ans pour mettre fin à 60 ans d'obscurité"

(Suite de la page 12)

morts dont la mémoire doit être honorée.

Mais il y avait des jeunes de 25 ans, de 30 ans, qui étaient condamnés à vie et qui avaient une sorte d'épée de Damoclès sur leurs têtes. Pendant un an, ceux auxquels vous faites allusion, qu'ont-ils fait pour enlever ces fausses condamnations ? Moi, je me suis assuré que ces vivants-là, ces jeunes-là ne vivent pas la prison à vie. Et donc, ils ont eu leurs fausses condamnations, d'une certaine manière, enlevées. Est-ce que si c'était à refaire, je l'aurais refait ? Oui, je l'aurais refait. Parfois, c'est aussi ça être un homme d'État, voyez-vous ?

RFI : Vous ne craignez pas de perdre des voix...

Non, au contraire !

... avec tous ceux qui estiment qu'ils sont trahis par vous ?

J'en ai plutôt engrangé. La plupart de ceux qui disent ça ne peuvent même pas réunir cent personnes. Les Tchadiens savent que j'étais hors du pays avec un poste de responsabilité à la Banque africaine de développement. J'ai abandonné, je suis rentré. Je suis chef du gouvernement, mais

je ne n'utilise pas le salaire de Premier ministre. Je donne ces exemples-là pour illustrer le fait que, dans le cœur de ce peuple, ils sont convaincus de mon engagement sincère pour faire en sorte que dans chaque foyer tchadien, il y ait un paquet minimum de dignité : électricité, éducation, santé, eau. Et puis un minimum de droits décents et de possibilités de sécurité. Ce sont des choses simples sur lesquelles les Tchadiens ont besoin de résultats. Pour les 22 000 villages où il y a 70 % de nos populations qui vivent, pour les milieux urbains où les 200 000 jeunes tchadiens qui rentrent sur le marché de l'emploi chaque année ont besoin d'emplois. Sur ces choses, nous avons un projet de société clair, co-construit avec ces Tchadiens et c'est ce projet-là qui est majoritaire.

France 24 : Et d'après vous, le choix du peuple serait la victoire dès le premier tour ?

Nous en sommes convaincus.

Parlons de la France, des questions très concrètes. Si vous êtes élu, il y a plus de 1 000 soldats français stationnés au Tchad, il y a 3 bases militaires. Est-ce que vous dites " Continuons comme ça ", sachant que

dans d'autres pays du Sahel, l'armée française est partie ? Ou vous dites " Non, il faut revoir ça, nous n'avons pas besoin d'autant de soldats français, nous sommes en 2024 ". Est-ce que, de façon très concrète, vous réduisez la voilure ?

Je voudrais aider la France elle-même à regagner sa dignité.

France 24 : L'a-t-elle perdue ?

Ça me fait de la peine que la France, les forces de défense et de sécurité françaises aient l'impression d'être devenue des SDF [sans domicile fixe - NDLR] sur le continent africain. On pourrait éviter à la France cette image, où on conseille à un chef des armées français : " Déménagez d'ici, allez dans ce pays, c'est sûr ". Et puis, deux mois plus tard, ce n'est plus sûr dans ce pays. Au minimum, cela veut dire que ce chef des armées français a été induit en erreur. Au pire, l'approche n'est pas la bonne.

Je souhaite être à la tête d'un État du Tchad solide, partenaire sûr, avec lequel la France peut travailler. Et dans ce partenariat sûr que j'entends développer, il y a des choses qui relèvent des choses du siècle passé. Je crois que même l'approche française aujourd'hui est appelée à évo-

luer là-dessus. Est-ce que maintenir de manière durable ad vitam æternam des troupes étrangères sur un sol est quelque chose de défendable ? On peut être au même niveau d'efficacité, mais peut-être faire différemment : mutualiser les forces, avoir des écoles de guerre communes, partager les renseignements, avoir des approches de formation rapide, séquencées sur un temps court, mutualiser nos énergies. Cela, ce sont des pistes que nous n'avons pas suffisamment explorées.

Donc, je ne suis pas un dogmatique, je vais être très pragmatique sur la question et, en regardant vraiment page par page l'ensemble de ces accords, nous sommes capables de dire quelle est la part de modernité qui manque à cela pour nous permettre d'avancer. Cela sera mon approche et cela va être au cas par cas. Avec la France, mais pas que : avec les autres partenaires aussi, de manière à ce que nous soyons capables de dépoussiérer les partenariats du XXe siècle des éléments qui ne les ont pas amenés à rentrer totalement dans le XXIe siècle.

RFI/LRP

JA: L'Inspection des Finances informée de la mégestion des primes des athlètes congolais

L'Inspection générale des Finances (IGF) a été informée de la mauvaise gestion dans le paiement de la prime des athlètes ayant participé aux Jeux Africains, au cours d'une audience accordée mardi 16 avril, aux athlètes réunis au sein l'Association des sportifs sans frontières (ASSAF).

" Ils sont venus voir l'IGF pour les aider à vérifier la situation des paiements des primes qui devaient être payées à toute la délégation des athlètes qui ont participé aux Jeux Africains d'Accra, primes liées à la préparation et à la participation à cette compétition. Et nous venons de promettre à toute la délégation que nous allons faire des investigations au niveau de la chaîne des dépenses et au niveau du compte général du trésor pour que nous puissions nous assurer qu'il y a un paiement qui a été fait et/ou des paiement en cours ", a

déclaré Jules Alingete, Inspecteur général des Finances.

Le chef de service Jules

compte générale du trésor pour certifier, soit le début des paiements ou les rémunérations en cours.



Alingete, accompagné de son adjoint Victor Batubenga, a promis de mener des investigations au niveau de la chaîne de la dépense ainsi qu'au niveau du

Paul junior Kabamba, chef de la délégation des athlètes, a saisi la balle au bond pour dénoncer les conditions inhumaines dans lesquelles les athlètes congolais ont été

placés durant leur séjour à Accra et ont présenté un mémorandum reprenant leur revendication.

" L'Inspecteur général des Finances nous a garanti de lancer dès demain les investigations et nous demande de revenir le lundi pour en avoir les conclusions ", a-t-il avisé

L'Inspecteur général des Finances a rassuré les athlètes sur l'implication de son service dans ce cas de dénonciation et a certifié saisir le ministre de tutelle pour avoir les fins mots dans cette histoire.

Pour rappel, la délégation des athlètes congolais avait glané 18 médailles aux 13èmes Jeux Africains d'Accra au Ghana dont 2 en or, 7 en argent et 9 en bronze. Ce qui est nettement mieux par rapport à la précédente à Rabat au Maroc où la RDC n'avait arraché que 11 médailles dont 2 en argent et 9 en bronze.

Les athlètes congolais avaient exigé lundi 11 mars, le paiement de leurs frais de mission avant de retourner à Kinshasa. Ils avaient exprimé leur mécontentement devant les médias, dans la capitale ghanéenne. Ils avaient exigé d'être payés à mains propre et non via les banques.

Ces athlètes avaient regretté également d'avoir été abandonnés à leur triste sort et sans moyens financiers. Intervenant sur la chaîne nationale, RTNC, le ministre des Sports, Claude François Kabulo Mwana Kabulo, avait assuré que ces athlètes recevront leurs frais de mission une fois arrivés à Kinshasa.

De plus en plus, des voix s'élèvent pour dénoncer la disparité de traitement de différentes disciplines sportives en RDC. Sur une vingtaine de disciplines sportives, seul le football semble être mieux traité.

Malgré les conditions déplorablement liées au mauvais traitement des athlètes et au manque de logement, la délégation congolaise avait bien représenté le pays en remportant 18 médailles.

ACP / LRP

Barça-PSG en Ligue des Champions : Les Parisiens réalisent l'exploit et filent en demi-finale

Un exploit inattendu. Le Paris-Saint-Germain s'est qualifié ce mardi 16 avril en demi-finale de Ligue des Champions après sa victoire face au FC Barcelone en quart de finale retour, 4 buts contre 1. Soit 6 buts pour le PSG, 4 pour le Barça au cumul.

Kylian Mbappé et ses coéquipiers avaient pourtant fort à faire après le match aller de mercredi dernier. Le PSG s'était incliné 3-2 et devait donc marquer un but pour arracher la prolongation, au moins deux pour s'assurer la qualification en demie.

La rencontre a plutôt mal commencé pour les Parisiens, qui ont encaissé un but de Raphinha dès la 12e minute comme vous pouvez le voir ci-dessous. Le PSG a failli s'enfoncer encore à plusieurs reprises au cours de la première demi-heure de jeu avec notamment un tir de Lewandowski à la 20e minute qui aurait pu plier le match, mais qui n'était pas cadré.

Kylian Mbappé et ses coéquipiers avaient pourtant fort à faire après le match aller de mercredi dernier. Le PSG s'était incliné 3-2 et devait donc marquer un but pour arracher la prolongation, au moins deux pour s'assurer la qualification en demie.

La rencontre a plutôt mal commencé pour les Parisiens, qui ont encaissé un but de Raphinha dès la 12e

minute comme vous pouvez le voir ci-dessous. Le PSG a failli s'enfoncer encore à plusieurs reprises au cours



de la première demi-heure de jeu avec notamment un tir de Lewandowski à la 20e minute qui aurait pu plier le match, mais qui n'était pas cadré.

Les Parisiens en supériorité numérique

Particulièrement discret lors du match aller, Kylian Mbappé a suscité les espoirs à la 27e minute en récupérant un ballon venu de la gauche, frappe finalement arrêtée par le gardien du Barça Marc-André ter Stegen.

Puis, le basculement avec l'expulsion d'Araujo, permettant aux Parisiens de prendre l'avantage numérique.

À la 39e minute, Ousmane Dembelé posté au second poteau récupère le centre tiré par Bradley Barcola et envoie le ballon au fond des filets. Le PSG met ainsi la pression sur le Barça et prend le dessus dans cette rencontre. À la pause, il manque néanmoins encore un but pour espérer aller aux prolongations (1-1/4-3).

Le HuffPost / LRP

UN falls short of billion-dollar pledge to tackle Ethiopia's hunger crisis

A UN donor conference held in Geneva had hoped to raise significant pledges towards a \$1 billion target (€940 million) to address the "critical" humanitarian situation in Ethiopia over the next three months. However pledges fell short at €570 million.

More than 21 million people need urgent aid in Ethiopia, where a food crisis is deepening.

Organisers said ahead of the conference they did not expect to raise the full amount by Tuesday, but rather to begin closing the gap between needs and funding.

"We understand this is just the beginning, and we hope for continued and increased support throughout the year," UN Assistant Secretary-General for Humanitarian Affairs Joyce Msuya said in a statement.

Twenty countries made new pledges, with Ethiopia's top donor - the United States - saying it had pledged an additional €145 million.

Britain, which co-hosted Tuesday's

conference, pledged over €117 million, while the European Union said that with internal conflicts amid economic and climate shocks and an increasingly

displaced people.

But before Tuesday's event, that rescue plan was less than 5 percent funded.

"The gap remains very wide ... We have really to act before it is too late," Shiferaw Teklemariam, commissioner of the Ethiopian Disaster Risk Management Commission, told reporters in Geneva before the start of the conference.

The UN said an initial billion-dollar sum was needed for an urgent aid response through to the end of June.

It is also needed to prepare for the so-called "lean season" from July to September, when around 11 million people are projected to be critically food insecure.

'Very fragile'

"The humanitarian situation in Ethiopia is critical - but there is a window to act right now to break the downward spiral," the UN's humanitarian agency OCHA said.

Britain's Deputy Foreign Minister Andrew Mitchell said the situation was "extremely worrying", but added the international community, working closely with the Ethiopian government, was "in a position to head it off".

Washington also stressed the need for rapid action.

"We have millions and millions of people in Ethiopia facing very severe food insecurity," USAID deputy administrator Isobel Coleman said ahead of the conference, warning "the humanitarian situation in the country remains very, very fragile".

Without more aid "the consequences could be very dire", she said.

Today, I announced >\$150M in new U.S. humanitarian aid for Ethiopia, which will provide vital support for agriculture, food security, protection, and water, sanitation, and hygiene.

We are proud to support the Ethiopian people and call on other donors to join us in stepping up.

'Not enough aid to distribute'

Coleman also stressed that strong measures would be needed to ensure the aid reaches its intended destination.

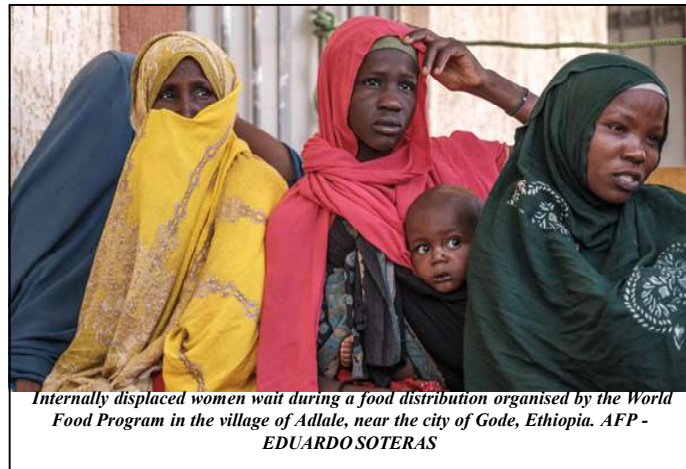
Last year, USAID and the UN's World Food Programme temporarily halted all food aid to Ethiopia, alleging a "widespread and coordinated" campaign to divert donated supplies - something Ethiopia's government denied.

Authorities in Ethiopia's northern Tigray region warned last December it was on the brink of famine.

"So much of this food insecurity is being driven by conflict," Coleman said.

"Until we have peace and security in the country, which allows full access for humanitarian players we're really not going to be able to get a full handle on this humanitarian crisis."

RFI/LRP



Internally displaced women wait during a food distribution organised by the World Food Program in the village of Adlale, near the city of Gode, Ethiopia. AFP - EDUARDO SOTERAS

member states it had pledged more than €131 million.

Funding gap

Ethiopians are facing ongoing

dire food and malnutrition crisis.

The UN has said over €3 billion is needed this year alone, including to assist some four million internally

Police clear France's largest squat ahead of Paris Olympics

France's largest squat, which housed up to 450 mostly legal immigrants, was on Wednesday evacuated in the southern suburbs of Paris - 100 days ahead of the Olympic

or still awaiting social housing.

According to the United Migrants NGO, which regularly provides assistance, 80 percent of migrants are legally residents of France.

on the streets, has for months warned of the plight of the homeless, whose makeshift camps are being dismantled as the Olympic Games approach.

Mohammed Sayed, an Eritrean, had been living in the squat for three years.

He has refugee status and works in electrical maintenance for the construction company Eiffage on a permanent contract, but has been unable to find accommodation.

"It's not that I'm happy to be here, but where am I going to go?" the 40-year-old asked the AFP news agency, his large suitcase beside him.

Several squats evacuated

Once the headquarters of a bus company, the building in Vitry-sur-Seine has gradually been taken over by people who have been evicted from other squats in the Paris region.

At the end of March, residents said they were unable to find accommo-



A French gendarme stands guard next to migrants waiting with their belongings during the evacuation of France's biggest squat, which has housed up to 450 migrants, in the southern suburbs of Paris in Vitry-sur-Seine on 17 April, 2024. AFP - EMMANUEL DUNAND

Games.

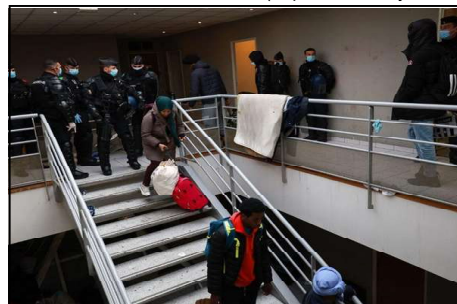
The operation to evict people from a disused factory in Vitry-sur-Seine reportedly took place without incident, with some occupants already having left the premises in anticipation of the arrival of police.

Some 250 officers were mobilised according to the Val-de-Marne prefecture. Shelters were planned for those evicted, both in the Ile-de-France area surrounding Paris and other regions, such as Bordeaux.

Carrying their belongings, the 300 or so remaining occupants - men, women and children - left the premises shortly after 8am.

Some had been living at the site for several months, either unable to find accommodation in the private sector

The Revers de la Médaille (Flip Side



Residents of a squat evacuated by the police in Vitry-sur-Seine, south of Paris on 17 April 2024. © EMMANUEL DUNAND / AFP

of the Coin) group, which brings together NGOs that help people living

ation elsewhere and were forced to set up beds and mattresses on the floors of the near-derelict, multi-storey building.

In 2023, police evacuated the disused former headquarters of Unibéton in Seine-Saint-Denis - close to the future athletes' village for the Paris Olympics - where 500 migrants were living.

In July, a further 150 people who had taken refuge in an abandoned retirement home in a suburb in Val-de-Marne were also evicted.

RFI/LRP

Guerre au Nord-Kivu : la Belgique s'oppose à l'idée de revoir les frontières congolaises sous prétexte d'une médiation

Après avoir sorti d'une entrevue mardi 16 avril 2024 à Goma avec le vice-gouverneur du Nord-Kivu, le commissaire divisionnaire adjoint Jean-Romuald Ekuka Lipopo, autour des questions sécuritaires liées à la guerre d'agression du mouvement terroriste rwandais du M23, Roxane de Bilderling, ambassadeur de Belgique auprès de la République Démocratique du Congo (RDC) a souligné qu'il n'y a pas question de revoir les frontières congolaises sous prétexte d'une médiation.

Bruxelles veut aider Kinshasa à restaurer la paix

L'ambassadrice belge a réaffirmé l'engagement de la Belgique à aider la RDC à ramener la paix dans sa partie Est, en proie aux violences armées.

" Pour la Belgique, c'est aussi une priorité de voir comment on peut s'en-

gager pour essayer d'aider à ramener la paix dans cette partie du monde qui n'a déjà que trop souffert depuis longtemps. La Belgique a été parmi les



premiers pays à dénoncer la présence rwandaise au Nord-Kivu, et à demander que les troupes rwandaises se retirent du sol congolais et qu'elles arrêtent aussi l'appui au groupe armé du M23. Il faut aussi qu'on retourne

autour de la table et que les Présidents se voient pour trouver ensemble une façon de ramener la paix, pas question de revoir les frontières congolai-

ses sous prétexte de médiation ", a-t-elle martelé.

La diplomate belge a regretté que la guerre qui sévit dans l'Est de la RDC y entraîne énormément des souffrances. Elle décrit en même temps un tableau sombre de la situation humanitaire des déplacés au Nord-Kivu suite à cette guerre d'agression rwandaise.

" On s'engage à alléger les souffrances de certaines familles déplacées. La situation humanitaire est dramatique. C'est pourquoi nous privilégions la fin de la guerre pour que les dépla-

cés rentrent dans leurs milieux respectifs. C'est la meilleure des solutions ", a renchéri Roxane Bilderling.

Elle dit penser évidemment aux nombreuses familles déplacées qui vivent dans des conditions abominables et qui ne demandent que la paix revienne pour qu'elles retournent travailler les champs et que leurs enfants retournent à l'école.

Roxane de Bilderling a également encouragé le processus politique et diplomatique pouvant entraîner la désescalade dans l'Est de la RDC.

Mais pour elle, la priorité est que la souveraineté de la RDC soit respectée : " L'Angola fournit un effort de médiation, mais il va de soi que toute solution doit respecter la souveraineté de la RDC. Il n'est pas question de revoir les frontières congolaises. Mais on sait aussi que la paix ne reviendra que si on se met autour de la table. Et dans cet esprit-là la Belgique appui aussi la RDC, notamment, je pense à notre coopération militaire va toujours se poursuivre, surtout dans le volet des formations, mais avant tout, il faut que la violence cesse " .

LRP

Mercredi 17 avril 2024 à Kinshasa

La marche joyeuse des Femmes Kimbanguistes annonce la chaleur des festivités du 27 avril 2024

Par Makinzolela Mena

Le Centre d'accueil Kimbanguiste de Kinshasa a été en ébullition dans l'après-midi de mercredi 17 avril 2024. A la base, la marche joyeuse organisée par l'association des fem-

mes rendre à Nkamba où seront organisées les festivités hautes en couleur.

Pour l'histoire, Maman Muilu Kiawanga Marie a maintenu le cap d'excellence en dirigeant le mouvement Kimbanguisme de 1921 à 1959, l'année de sa mort. Cette dame reste le modèle pour les kimbanguistes parce qu'elle a résisté contre toutes les tentations de l'homme blanc qui tenait à faire disparaître même les moindres indices d'existence de l'œuvre de papa Simon Kimbangu. Mais, Maman Muilu Marie, elle seule, après l'arrestation de son mari le 12 septembre 1921, a fait face et



orienté le fonctionnement de ce ministère. D'ailleurs pour certaines langues, cette femme est considérée comme le premier Chef spirituel de par sa bravoure, son abnégation et son engagement. Dans cette vie lui imposée par ses bourreaux, elle devait évoluer seule avec ses enfants sans quelconque appui de ses familles ou des membres des villages à cause des instructions sévères données par les colonisateurs.

C'est ainsi que Papa Diangienda Kuntima, alors chef spirituel, a créé en 1965, l'association des femmes Kimbanguistes avec comme mission l'encadrement, la formation et orientation des femmes à travers les paroisses, écoles et centre de formation. Un tour de contrôle de chaque mercredi dans la paroisse centrale kimbanguiste suffit pour se rendre compte d'effectivité de l'Afki.

Cette action tient lieu d'invitation de l'Afki adressée aux personnes de bonne volonté et sympathisants pour

trouve difficilement chez les acteurs politiques congolais. Plusieurs d'entre eux sont cités régulièrement dans les affaires de corruption et autres.

Action des alliés pour l'essor du Congo (Aaec), Alliance pour les triples et alliés (A3A), Alliance pour les valeurs (AV), AUN (Action pour l'unité nationale), Fpau (Force politique alliée à l'Udps), ATU-A (Alliance des tshisekedistes unifiés et alliés), sont les regroupements de la majorité présidentielle que la Première ministre consulte ce mercredi.

Formation du gouvernement : la probité morale, un des critères de sélection des ministres

La Première ministre, Judith Suminwa Tuluka, a échangé le mercredi 17 avril dans l'avant-midi avec la délégation du regroupement politique AABG (Actions audibles pour la bonne gouvernance) dans le cadre des consultations qu'elle a entamées lundi dernier en vue de la formation de son gouvernement.

La probité est une qualité qu'on



Les échanges ont tourné autour des critères de sélection des futurs membres du gouvernement. Sur ce point, la Première ministre a insisté sur la probité morale des futurs membres de l'exécutif national. Ces derniers doivent être irréprochables.

"Au-delà du programme du gouvernement, nous nous sommes également entretenus sur le profil, elle a fait allusion aux critères pour les ministres, il y a la probité morale, l'expertise ainsi que plusieurs autres. Mais elle a tout à fait raison. Nous sommes la RDC, un pays à la dimen-

MCP/LRP